

La fragile coalition néerlandaise veut croire en son avenir

Pays-Bas La coalition de quatre partis a présenté son programme qui allie accents libéraux et conservateurs.

L'accouchement de l'accord de coalition a été long et pénible, mais ça y est: 209 jours après les élections législatives du 15 mars, il a été dévoilé par les quatre partis qui l'ont conclu – les libéraux du VVD, les chrétiens-démocrates du CDA, les libéraux progressistes de D66 et le petit parti protestant ChristenUnie. *“C'est avec fierté que je présente cet accord ambitieux et équilibré à la Chambre basse”,* a déclaré le Premier ministre sortant, Mark Rutte (VVD). Il sera reconduit pour un troisième mandat consécutif à la tête du nouvel exécutif qui devrait être présenté dans une quinzaine de jours. L'intitulé de l'accord est *“Confiance en l'avenir”*. Plusieurs éléments laissent cependant à penser que l'avenir de la fragile et hétéroclite coalition est pour le moins incertain.

“Cette coalition va être confrontée à quatre défis”, relève la politologue Sarah de Lange, de l'Université d'Amsterdam. *“Elle est composée de quatre partis, ce qui est très rare; elle ne dispose que d'une très courte majorité à la Chambre basse (76 sièges sur 150), elle sera mise à mal en cas de défection. Or, ces partis peuvent avoir des positions très divergentes sur divers sujets: l'immigration, l'intégration, l'Europe, les questions sociétales...”* On met souvent en évidence le fossé qui sépare D66 et ChristenUnie sur ces dernières, mais *“il y a également des désaccords entre D66 d'une part, le CDA et le VVD sur l'immigration, l'intégration ou l'Europe”,* rappelle Sarah de Lange. Qui pointe un quatrième péril, plus lointain, pour la nouvelle coalition: *“Elle pourrait se retrouver minoritaire au Sénat”,* en 2019 (elle dispose actuellement de 38 sièges sur 75).

Baisses d'impôts, plus de sécurité, accent sur l'identité

Le texte a été élaboré de manière à ce que chacun des partis puisse y imprimer sa marque. *“C'est clairement un programme libéral-conservateur”,* commente Sarah de Lange. Sur le plan économique, le VVD de Mark Rutte a obtenu ce qu'il voulait en matière de

fiscalité, avec une baisse annoncée de l'impôt des sociétés et la suppression sur l'impôt des dividendes. Lodewijk Van Asscher, leader des travaillistes du PvdA, a dénoncé un programme *“qui place les multinationales au-dessus des gens”*.

Le CDA a de son côté mis l'accent sur le renforcement d'une vision conservatrice de l'identité néerlandaise – on chantera notamment le Willemus, l'hymne national dans les écoles – mais sans citer le mot *“Islam”*, à la colère du populiste et xénophobe leader du PVV Geert Wilders, dont le discours identitaire a, malgré tout, imprégné les esprits. La nouvelle majorité veut aussi pousser plus loin le curseur sécuritaire: davantage de moyens seront accordés à la police et à l'armée. Sur le plan climatique les Pays-Bas font preuve d'ambition, en promettant de réduire de 49% le niveau de leurs émissions par rapport à 1990 à l'horizon 2030. L'avenir dira si le pro-européen parti D66 va infléchir les tonalités eurosceptiques du VVD, du CDA et de CU.

L'accord de coalition *“est long de 70 pages, ce qui est beaucoup, et va dans les moindres détails”,* note Sarah de Lange. Comme s'il fallait désarmer tous les pièges dans lesquels la coalition pourrait tomber, précise la politologue. *“Mais c'est un accord qui ne porte pas vraiment de vision sur le futur de la société. Il propose des réformes, mais rien de très radical.”*

Olivier le Bussy

Finances

Jeroen Dijsselbloem présidera l'Eurogroupe jusqu'en 2018

Jeroen Dijsselbloem ne sera bientôt plus ministre des Finances des Pays-Bas, son parti le PvdA (centre gauche), ayant été renvoyé dans l'opposition après une très sévère défaite aux élections de mars dernier.

Les grands argentiers des Dix-neuf ont néanmoins décidé de le maintenir à la présidence de l'Eurogroupe (le cercle des ministres des Finances de la zone euro) jusqu'au terme de son deuxième mandat de deux ans et demi, qui arrive à échéance le 13 janvier 2018.

Le prochain président de l'Eurogroupe – poste très convoité – sera choisi le 4 décembre prochain. **OleB**

Turbulences au Conseil de l'Europe

France Démission, élection au finish, enquêtes et tensions. L'assemblée strasbourgeoise vit des moments difficiles.

Véronique Leblanc
Correspondante à Strasbourg

La vie n'est décidément plus un long fleuve tranquille au Conseil de l'Europe... Il aura fallu trois tours de scrutin (deux à majorité qualifiée, le dernier à majorité simple remporté par 132 voix contre 84) pour que la Chypriote Stella Kyriakides soit élue à la présidence de l'assemblée parlementaire. Et ce, au terme d'une saga de plusieurs mois qui aura vu son pré-décesseur, l'Espagnol Pedro Agramunt, bouté hors du perchoir par des parlementaires qui lui avaient retiré leur confiance en le démettant, notamment, du droit de présider les plénières. Enclenchée par une rencontre organisée par la Russie entre Agramunt et le président syrien Assad en mars, envenimée par les soupçons de corruption azerbaïdjanaise en direction de certains membres anciens et actuels de l'APCE - parmi lesquels le Belge Alain Destexhe et Agramunt -, la crise est allée crescendo jusqu'à son dénouement vendredi dernier.

Dans l'après-midi, l'Espagnol a en effet annoncé une démission que plus personne n'osait espérer. Il a affirmé s'y résoudre *"pour raisons personnelles"* mais chacun est convaincu que la procédure de destitution prévue lundi matin en ouverture de la session d'automne de l'APCE a finalement eu raison de son acharnement à s'accrocher.

Accord politique

Tout comme Agramunt, Stella Kyriakides appartient au groupe du Parti populaire européen et son challenger, le Lituanien Emanuelis Zingeris, également. C'était essentiel dans une assemblée où un accord politique régit la succession des présidences. Le conservateur britannique Sir Roger Gale qui a assuré le bref intérim de Pedro Agramunt l'a d'ailleurs rappelé en signalant qu'il n'avait pas été candidat lui-même car *"il fallait que le groupe PPE arrive au terme de son mandat"*, c'est-à-dire l'ouverture de la session 2018 de l'APCE, le 22 janvier prochain, date à laquelle l'Italien Michele Nicoletti, actuel président des Socialistes et Démocrates devrait prendre le relais à moins de nouveaux coups de théâtre.

Lutter contre la corruption

Sur le papier, Stella Kyriakides va donc terminer cette dernière session 2017 et ouvrir la première de 2018. Mandat éclair... certes, mais qui peut peser lourd dans une institution dont *"la crédibilité et l'intégrité sont mises en cause"*, a-t-elle rappelé. Dans la lutte contre la corruption qu'elle a inscrite comme une priorité, elle devra gérer les conclusions du groupe d'enquête externe mis en place en avril pour démêler l'affaire azerbaïdjanaise. Le rapport est annoncé pour décembre. L'attend aussi le dossier russe, épineux s'il en est. Depuis avril 2014 en effet, la délégation de ce pays ne siège plus dans un hémicycle dont elle a claqué la porte après s'être vue retirer certains de ses pouvoirs - dont le droit de vote - en riposte à l'annexion de la Crimée. A cette politique de la chaise vide se sont jointes des rétorsions économiques puisque Moscou a annoncé le 30 juin qu'elle ne verserait pas le solde de sa participation au budget du Conseil de l'Europe pour 2017, c'est-à-dire 11 millions d'euros... Un comité des ministres du COE et APCE est prévu ce jeudi à Strasbourg pour renouer le dialogue avec la Fédération de Russie. Stella Kyriakides se retrouvera donc d'emblée au cœur d'enjeux essentiels.